



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral du 7 AVR 2022
modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mai 2013 de la société
DECONS Occitanie relatif à l'exploitation d'une installation de transit,
regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets
de métaux non dangereux, et une installation de traitement de déchets non
dangereux, situées 2 rue de la mécanique, ZI la Rougarié à AUSSILLON

Le préfet du Tarn

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.181-14, R.181-45 et R181-46 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 26 janvier 2022, portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 28 mai 2018 portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de CASTRES ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 février 2022 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de CASTRES ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de VHU) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique [...] n°2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) [...] de la nomenclature des ICPE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mai 2013 portant actualisation des prescriptions de l'installation de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage, notamment pour la rubrique n°2718-1 (tri, transit et regroupement de déchets dangereux -DD) de la société DECONS Occitanie ;
- Vu** la lettre du 2 août 2021 par laquelle la société DECONS Occitanie informe du rachat de la SAS GOMEZ-ANDREO ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance du 24 septembre 2021, compléter le 14 décembre 2021 qui concerne :
- la collecte de déchets amenés par le producteur initial,
 - l'ajout des rubriques liées à la nouvelle activité de collecte, transit et regroupement,
 - l'installation et l'utilisation d'une nouvelle presse-cisaille hydraulique ;

Vu le rapport et les propositions du 27 janvier 2022 de l'inspection des installations classées ;

Après communication au demandeur du projet d'arrêté en date du 14 février 2022 et ses observations formulées le 28 février 2022 ;

Considérant que le classement administratif des installations classées exploitées par la société DECONS Occitanie nécessite d'être mis à jour au vu des évolutions réglementaires de la nomenclature et des activités actuelles ;

Considérant que les prescriptions techniques actuelles réglementant le site doivent être complétées afin d'encadrer les modifications intervenues sur le site depuis l'autorisation initiale ;

Considérant que le dossier de porter à connaissance justifie du respect des prescriptions des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les impacts prévisibles du projet sur l'environnement ne devraient pas être significatifs compte tenu :

- que la surface de l'exploitation reste inchangée ;
- qu'aucune activité polluante et/ou dangereuse supplémentaire ne sera exercée sur le site ;
- du fait que la nature des déchets est pratiquement identique ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général du Tarn,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2013 est remplacé par l'article suivant :

"Article 1^{er}

La société DECONS Occitanie dont le siège social est situé 1701 Route de Soulac, 33290 Le PIAN-MÉDOC est autorisée à exploiter au 2 rue de la Mécanique, Z-I. De la Rougarié, 81200 Aussillon, les installations détaillées dans le tableau suivant :"

Liste des activités concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2718-1	A*	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Transit, regroupement et tri de déchets dangereux : - batteries usagées : 10 t - copeaux, tournure avec huile de coupe : 25 t - tuyaux de plomb : 7 t	42 tonnes
2712-1	E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (VHU) ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²	Activité d'entreposage, de démontage et de dépollution des VHU	500 m²
2713-1	E	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. 1. La surface étant supérieure ou égale à 1000 m ²	Activités de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou déchets de métaux non dangereux	4 642 m²
2710-1b	DC	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1 – dans le cas de déchets dangereux, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation est : b : ≥ 1 t et < 7 tonnes	Activité de collecte de déchets dangereux : - batteries usagées - tuyaux en ou avec plomb	6 tonnes
2710-2b	DC	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2 – dans le cas de déchets non dangereux, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation est : b : ≥ 100 m ³ et < 300 m ³	Activité de collecte de déchets de ferrailles, de matériaux ferreux et autres alliages	140 m³
2711-2	DC	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2 - le volume susceptible d'être entreposé est ≥ 100 m ³ et < 1000 m ³	Activité de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de D3E	120 m³
2791-2	DC	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 2. inférieure à 10 t/j	Activité de traitement à la presse-cisaille des déchets de métaux	9,9 tonnes/jour

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

* Régime : A : autorisation - E : enregistrement - D : déclaration – DC : déclaration contrôle

Article 2 :

Le dernier paragraphe de l'**article 2.2.2 – Collecte des eaux pluviales et des eaux de lavage des sols** de l'annexe des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2013 est remplacé par la disposition suivante :

"Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie afin que celles-ci soient récupérées ou traitées pour prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

L'ensemble des eaux d'écoulement, de lavage des plateformes ou d'extinction est recueilli dans un bassin étanche construit à cet effet. Le volume de confinement du bassin est de 180 m³. Il est équipé d'une vanne de sectionnement.

Les eaux du bassin seront pompées si besoin, puis évacuées vers des stations de traitement adaptées. Les fiches et d'évacuation des eaux de pompage sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées."

Article 3 :

Les dispositions de l'**article 2.3.3** de l'annexe des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2013 sont remplacées par les dispositions suivantes :

"Article 2.3.3 - Valeurs limites des rejets

Après traitement dans l'ouvrage décanteur-séparateur à hydrocarbures, les effluents rejetés dans le milieu naturel doivent respecter les valeurs limites suivantes :

- *Matières en suspension : < 35 mg/l ;*
- *DCO : < 125 mg/l ;*
- *DBO5 : < 30 mg/l ;*
- *pH : entre 5,5 et 8,5 ;*
- *Température < 30 °C ;*
- *Hydrocarbures totaux : < 5 mg/l ;*
- **Métaux totaux : < 10 mg/l.**

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe et Al.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau."

Article 4 :

Les dispositions de l'**article 2.4.1** de l'annexe des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2013 sont remplacées par les dispositions suivantes :

"Article 2.4.1 - Autosurveillance

L'exploitant met en place des mesures de contrôles des rejets. Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 2.3.3 doit être effectuée tous les ans pendant les trois premières années suivant la signature du présent arrêté.

Au-delà de ces trois années de contrôle des rejets, la surveillance sera effectuée au moins tous les trois ans, sauf en cas de dépassement de l'une ou l'autre des valeurs seuil susvisées.

Ces mesures et contrôles doivent être exécutés par un organisme agréé par le Ministère de la Transition Écologique."

Article 5 :

Aux dispositions de l'**article 2.5** de l'annexe des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2013 est ajouté l'article suivant :

"Article 2.5.4 – Rétention sous la presse-cisaille

Sous la presse-cisaille est construit une aire de rétention d'une capacité permettant de récupérer l'ensemble des liquides hydrauliques nécessaire à son fonctionnement. Cette capacité est augmentée d'un volume suffisant afin de recueillir tout ruissellement d'eau de pluie souillée.

Un puisard est aménagé au fond de la rétention afin de faciliter les opérations de pompage et/ou de relevage des eaux."

Article 6 - Délais et voies de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Toulouse :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 7 – Publicité :

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie d'Aussillon, commune d'implantation de l'installation et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Aussillon pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 – Exécution :

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le maire d'Aussillon, l'exploitant ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera déposée en mairie d'Aussillon pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande.

Fait à Castres, le **7 AVR. 2022**

**Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres,**

François PROISY